

(Vidéo) Municipales 2026 : un collectif pour parler aux Cavaillonnais



Le collectif de citoyen <u>Parlons Cavaillon</u> vient d'organiser sa première réunion en vu des prochaines élections municipales des 8 et 15 mars 2026.

Coordonné par <u>Frédéric Jean Martin</u>, cavaillonnais, cadre de la fonction publique territoriale et expert dans la gestion des collectivités locales, ce collectif ambitionne de peser dans les débats et les projets qui vont naître à l'occasion de ce scrutin dans la cité Cavare. Se revendiquant sans étiquettes et indépendant des partis politiques, Parlons Cavaillon rappelle qu'il s'agit d'un « collectif laïque et républicain. Il rejette toutes formes d'extrémisme et ne croit plus dans les partis politiques pour porter et défendre à l'échelle locale des projets concrets dans l'intérêt général des habitants de Cavaillon. »



Ecrit par le 18 décembre 2025



Arnaud Larguier, membre du collectif. Crédit : DR

Les premiers axes de réflexion

Regroupant plus d'une trentaine de personnes, le collectif a donc profité de son premier rassemblement pour présenter ses principaux axes de réflexion pour le scrutin à venir.

Parmi ces priorités : « défendre des projets concrets qui concernent le quotidien des habitants de Cavaillon », « préserver nos valeurs et nos coutumes provençales », « soutenir une filière agricole qui a fait l'histoire de notre ville et qui reste son avenir par l'innovation et la recherche », « assurer à tous les enfants de Cavaillon des repas sains et équilibrés fabriqués localement à partir de produits locaux », « répondre aux besoins des habitants en matière de bien-être et de sécurité »...

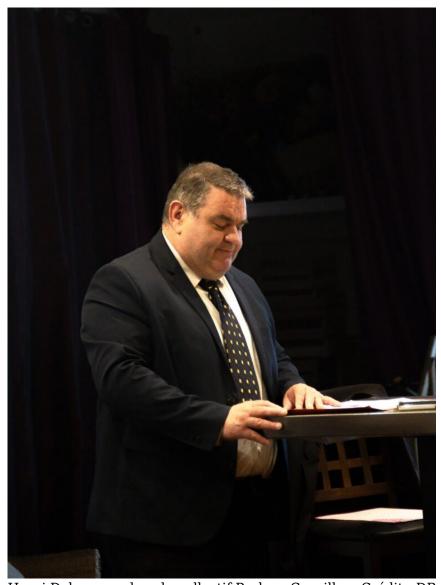
Pour une gouvernance 'horizontale'

Parlons Cavaillon insiste également sur sa volonté « d'en finir avec la gouvernance verticale sans concertation de la municipalité actuelle qui avance, tel un bulldozer, sans se poser la question de l'intérêt ou des priorités et qui privilégie certains au détriment de l'intérêt général. Le collectif est attaché à la transparence, au principe qu'ensemble on va plus loin, à la force du collectif pour faire avancer les idées



et penser innovations. Nous voulons un système plus horizontal, plus efficace et plus enclin à rassembler que celui de l'ancien monde. >

Dans cet esprit d'ouverture, « tout le monde est le bienvenu, à partir où les gens viennent avec leurs idées, avec les sujets qui leur tiennent à cœur et avec leur motivation. Qu'ils aient envie d'échanger ainsi que de partager. »



Henri Deluy, membre du collectif Parlons Cavaillon. Crédit : DR

Faire une ville innovante et résiliente

« Il faut associer les cavaillonnaises et les cavaillonnais aux décisions, à réfléchir aux aménagements, à leurs impacts afin de co-construire notre ville, insiste le collectif. Nous devons faire face ensemble et répondre aux enjeux économiques, sociétaux et climatiques qui nous attendent par le dialogue, l'écoute



Ecrit par le 18 décembre 2025

et la mobilisation de ceux qui croient dans la force du collectif. Parlons Cavaillon est persuadé que l'intelligence collective mise au service de tous permettra de faire de Cavaillon une ville innovante et résiliente, avec des projets tournés vers la transition écologique et énergétique, ainsi que les mobilités douces et le bien-être de ses habitants, où il est bon de vivre en raison d'une vie culturelle et sociale riche. »

L.G.

Le Vaucluse fête 'sa' Marseillaise





La fête de la Marseillaise revient pour une 3° édition. Le rendez-vous festif 2025 mêlant politique et convivialité de nos confrères du quotidien régional <u>La Marseillaise</u> et de <u>la fédération PCF de Vaucluse</u> se déroulera, comme il est de tradition, au parc des Libertés sur l'île de la Barthelasse à Avignon.

Initiée en 1952 avant d'être mise en sommeil en 2016, cette fête avait fait <u>son grand 'comeback'en 2023</u>, dans la foulée du retour de <u>l'édition vauclusienne de la Marseillaise dans le département en septembre 2022</u> et de son équipe rédactionnelle composée de <u>Florent de Corbier</u> renforcé depuis par un autre journaliste : <u>Mack Salman</u>.

Demandez le programme!

Au menu de cette nouvelle édition : une vingtaine de stands associatifs, jeux pour enfants, tombola, espaces de restauration et, bien évidemment, débats.

Ainsi après l'Europe l'an dernier et la transition écologique en 2023, l'édition 2024 débutera par un premier débat porté par la Ligue des droits de l'Homme sur le thème 'Violences coloniales en Algérie et déni français'. Animé par Fabrice Riceputi, enseignant et historien français spécialiste des questions coloniales et postcoloniales, cet échange commencera à 10h30.



Archives. Crédit: Mohammed El Hamazoui



« Dans la morosité ambiante, la gauche doit montrer qu'elle est porteuse d'espoir et d'ouvrir des perspectives. »

Julien De Benito, secrétaire départemental du Parti communiste de Vaucluse

L'après-midi, à partir de 14h30, un autre débat consacré au sujet 'Un autre monde est possible, donnons le à voir', réunira <u>Sabrina Sebaihi</u>, députée Les Écologistes des Hauts-de-Seine, <u>Corinne Narassiguin</u>, sénatrice PS de Seine-Saint-Denis, <u>Ian Brossat</u>, sénateur PCF de Paris et <u>Raphaël Arnault</u>, député LFI de la première circonscription de Vaucluse.

« Dans la morosité ambiante, la gauche doit montrer qu'elle est porteuse d'espoir et d'ouvrir des perspectives », <u>explique Julien De Benito, secrétaire départemental du Parti communiste de Vaucluse, dans les colonnes de La Marseillaise</u>.

Par ailleurs, une allocution de Barbara Gomes, porte-parole du PCF, est attendue à 17 h ainsi qu'une autre de Léo Purguette, président et directeur éditorial de la Marseillaise, à 12h.



Archives. Crédit: Mohammed El Hamazoui

Deux concerts ponctueront la journée : le nouveau groupe avignonnais KraZuki, constitué notamment



Ecrit par le 18 décembre 2025

Jérémy Bourges, Thomas Pitiot et Damien Toumi, débutera à 16h. Il sera suivi à 17h du groupe FluTTe, qui a notamment assuré les premières parties des concerts de Didier Super.

L.G.

Dimanche 18 mai. Parc des Libertés. Île de la Barthelasse. Entrée libre. Repas :10€-15€

Vers la fin de la mobilisation écologique ?



« La planète brûle et on regarde ailleurs ». Jamais cette phrase prononcée en septembre 2002 par Jacques Chirac n'aura été autant d'actualité. Depuis plusieurs mois, nombre de décisions sur les mesures en faveur de l'écologie s'apparentent à des rétropédalages d'envergure. Soit on a été « trumpé », soit on est totalement suicidaire...

Les considérations économiques l'emportent-elles nécessairement sur celles de l'écologie ?

AcerlorMittal vient d'annoncer des fermetures de plusieurs de ses hauts-fourneaux en France. Les nouvelles règles imposées en matière de pollution obligeraient ce groupe industriel à des investissements qui surenchérissent les coûts de production au-delà des prix du marché. D'autres pays, moins regardant en matière environnementale, s'en trouvent ainsi plus compétitifs et peuvent accueillir ces nouvelles délocalisations. Les considérations économiques l'emportent-elles nécessairement sur celles de l'écologie ?

L'écologie serait-elle inégalitaire ?

Les Zones à Faibles Émissions (ZFE), qui dans de nombreux pays, dont la France, doivent limiter la pollution dans les grandes villes, sont aujourd'hui remises en cause. Affublé du qualificatif de mesures pour « bobos-écolos », ces restrictions de circulation pénaliseraient les plus modestes, les propriétaires de voitures anciennes et plus polluantes. Beaucoup de professionnels (artisans, commerçants) seraient également pénalisés. L'écologie serait-elle inégalitaire ?

La politique politicienne serait-elle plus forte que l'écologie ?

Toujours en France, le débat sur la souveraineté énergétique prévu à l'Assemblée Nationale pour ce printemps est reporté après la fin de l'été. Le RN menace le gouvernement Bayrou d'une motion de censure si la programmation pluriannuelle de l'énergie (plan stratégique sur le pilotage de la transition énergétique) était adoptée par décret. Il est urgent d'attendre, après une nouvelle dissolution peut-être ? La politique politicienne serait-elle plus forte que l'écologie ?

L'écologie aurait-elle atteint ses limites en matière financière ?

Après avoir encouragé les français à s'équiper de panneaux photovoltaïques à coups de subventions et de crédits d'impôts, l'état des finances de notre pays a conduit à revoir nos largesses en la matière. Dans le même temps les prix d'achat du kWh par l'électricien national, qui était garanti faut-il le rappeler, a été sérieusement revu à la baisse. La rentabilité des équipements s'en trouve sérieusement remise en cause. L'écologie aurait-elle atteint ses limites en matière financière ?

On pourrait ainsi continuer longtemps...

On pourrait ainsi continuer longtemps, avec le petit retour en arrière sur la fin de la production des moteurs thermiques dans les automobiles à partir de 2035, sur la très probable révision de la loi ZAN (zéro artificialisation des terres), sur la décision unilatérale de l'administration Trump d'exploiter les



Ecrit par le 18 décembre 2025

fonds marins internationaux, d'annexer le Groenland pour en exploiter des gisements de matières premières... et en cela en totale contradiction avec les accords internationaux ou les avis des scientifiques américains que le Président s'est empressé de virer le 28 avril dernier.

L'écologie et la défense de notre planète et donc à terme de notre survie ne seraient plus une priorité. Au moins sur le Titanic pendant le naufrage l'orchestre continuait de jouer...

David Fournier : un premier pas vers la mairie d'Avignon ?





En étant désigné par la section PS d'Avignon, <u>David Fournier</u>, déjà adjoint au maire de l'équipe actuelle, sera le chef de file des socialistes pour les prochaines élections municipales qui se dérouleront en mars 2026. Son objectif : rassembler les forces de la gauche démocratique afin de succéder à Cécile Helle <u>qui a récemment fait part de sa volonté de ne pas se représenter</u>.

- « Le premier des devoirs que j'avais, c'était d'unir notre parti », explique <u>David Fournier</u> lors de l'officialisation de sa désignation (89% sur 65,12% des inscrits) par la section du PS (Parti socialiste) d'Avignon comme chef de file aux prochaines municipales.
- « C'est chose faite : le PS est désormais rassemblé », poursuit celui qui est aussi adjoint au maire délégué à l'administration générale, au personnel, aux systèmes d'information et à la gestion de crise de l'équipe municipale actuelle.

Le fair-play de Zinèbe Haddaoui

Une union notamment rendue possible par le fair-play de <u>Zinèbe Haddaoui</u>, également adjointe à Avignon, l'autre candidate encore en lice lors de cette désignation au sein du parti suite au désistement d'un 3^e candidat, <u>Fabrice Tocabens</u>, lui-aussi adjoint à la mairie.

- « J'ai déjà assisté à des campagnes internes où cela ne s'est pas toujours bien passé, confesse David Fournier du haut de ses 40 ans de militantisme à son adversaire d'un soir. Ici, il n'y a eu aucun affrontement car tu t'es inscrite dans une démarche s'appuyant sur de vraies valeurs. Tu as voulu peser de toutes tes forces pour tes convictions de gauche. Tu y as fortement réussi. Je ne te décevrai pas. » Une attitude que confirme Maryline Croyet, co-secrétaire de la section PS d'Avignon, qui insiste sur la contribution de Zinèbe Haddaoui à « la qualité des débats » ainsi que « son soutien immédiat à David malgré la déception du résultat ».
- « Il faut remercier Zineb, complète <u>Lucien Stanzione</u>, sénateur socialiste de Vaucluse venu assister à cette présentation du candidat avignonnais. « Elle a su créer une émulation interne avant d'appeler à l'union derrière David afin que la section d'Avignon soit entièrement rassemblée derrière lui. »

Rassembler la gauche républicaine

« Maintenant, en tant que premier des socialistes, j'ai le devoir de rassembler toute la gauche, annonce David Fournier, élu municipal depuis 2008 dont 6 ans dans l'opposition. J'appelle donc au rassemblement d'une gauche républicaine, sociale, écologique et progressiste. »

Pour cela, le PS avignonnais a déjà commencé à dialoguer avec ses potentiels alliés : le Parti communiste (PC), Génération.s, les Verts...

« Si nous avons désigné nos représentants, il reste cependant à ces formations à désigner les leurs, rappelle David Fournier. Donc, si des discussions ont bien été amorcées, elles ne sont pas officielles car nous devons respecter les processus de désignation de nos partenaires. C'est seulement à ce moment-là que nous pourrons travailler ensemble sur le programme. »



Ecrit par le 18 décembre 2025



David Fournier, adjoint au maire d'Avignon.

Quid de LFI?

Dans ces pourparlers préliminaires des forces de gauche, on constate un grand absent : LFI.

« La France insoumise a fait un communiqué de presse indiquant qu'ils voulaient une rupture avec le bilan de la majorité municipale, constate David Fournier qui souhaite s'inscrire dans la continuité de l'action de l'équipe sortante dont il fait partie. Est-ce que cette rupture, c'est une rupture avec la remunicipalisation des cantines scolaires ? Est-ce que c'est une rupture avec la gratuité des musées qui permet l'accès à la culture pour tous ? Est-ce que c'est une rupture avec la gratuité des garderies scolaires ? Est-ce que c'est une rupture avec les rénovations de classes ou celle de la bibliothèque Renaud-Barrault ? Du moment où on dit qu'il y a une rupture avec un bilan qui a été porté par Génération.s, le Parti socialiste, par le Parti communiste, cela me paraît compliqué. Ils se sont mis en dehors tout seul. »

On l'aura donc compris, pour les socialistes avignonnais les LFI ne s'inscrivent pas à ce jour dans l'arc de la gauche républicaine. Et ce d'autant plus que LFI ambitionne de présenter systématiquement des candidats dans toutes les villes de plus de 9 000 habitants. <u>La victoire du controversé Raphaël Arnault</u>,



dans la circonscription d'Avignon lors des dernières élections législatives ne devrait certainement pas inciter le parti de Jean-Luc Mélenchon à passer pour l'instant son tour dans la cité des papes.

- « Je suis convaincu de la centralité du PS dans cette élection. »
- « Toutefois, rien n'exclut de dialoguer ultérieurement même si cette formation politique a parfois pour habitude de se compter aujourd'hui pour mieux penser à autre chose après-demain, précise Lucien Stanzione. Donc, s'il y a moyen de discuter et de trouver un éventuel accord, pourquoi pas ? Mais cela ne sera pas n'importe quoi, ni n'importe comment. »

Le message est clair : si accord il y a, cela sera aux conditions du PS et de ses alliés et non l'inverse.

« Je suis convaincu de la centralité du PS dans cette élection, martèle David Fournier. Aujourd'hui quand on observe la composition de la liste majoritaire au conseil municipal, on constate la position centrale du Parti socialiste, avec une majorité qui va des communistes jusqu'au centre. C'est cela qui forme un bloc majoritaire aujourd'hui dans la ville. Et pour gagner ces élections, je suis convaincu que seule notre position de centralité et ce bloc seront déterminants. »

Avignon au centre du jeu?

- « Nous avons une obligation et un devoir de réussite. Pas uniquement pour les forces de gauche, mais pour les avignonnais », poursuit David Fournier qui rappelle que le principal adversaire c'est le RN (Rassemblement national) : « Il y a un vrai risque sur Avignon. Il suffit d'avoir des divisions entre nous pour qu'ils arrivent aux responsabilités. Si Avignon tombait ainsi aux mains du Rassemblement national, c'est tout le département puis la région qui seraient en danger ensuite. »
- « De cette élection va dépendre beaucoup de choses, insiste pour sa part Lucien Stanzione, car il ne faut pas oublier que derrière, nous avons les régionales, les cantonales, les présidentielles puis les sénatoriales. Avignon, ville-centre et ville-préfecture est essentielle pour l'avenir du Vaucluse. »
- « J'avais un objectif en organisant ce vote, explique Maryline Croyet, co-secrétaire de la section PS d'Avignon. C'était que nous sortions plus fort de ce vote. Cela passait par des débats sereins et respectueux. Aujourd'hui, place au travail. Avignon ne mérite pas une guerre d'égo. La ville mérite un rassemblement d'une gauche républicaine. »

Les velléités de Joël Peyre, le silence de Cécile Helle

Dans cette optique, la candidature du PRG (Parti radical de gauche) <u>Jöel Peyre</u>, lui aussi élu à Avignon en charge des finances, vient néanmoins brouiller les pistes de cette union.

« Je suis en relation quotidienne avec Joël Peyre, assure David Fournier qui est aussi <u>vice-président du Crédit municipal d'Avignon</u>. Nos bureaux se touchent depuis 2014. Nous sommes dans un échange permanent. C'est un ami et cela a toujours été un allié du Parti socialiste. Cela le restera. »

Le silence de Cécile Helle, la maire actuelle, pose également question pour certains. « C'est normal qu'elle n'ait pas pris position. Elle souhaite conserver l'unité de sa majorité et je la comprends. Il reste encore un an de mandat. Nous avons donc aussi cette obligation de le terminer correctement », reconnaît David Fournier qui entend assumer le bilan de cette dernière « qui a transformé Avignon ».

« Ce bilan, nous le défendrons et nous en sommes fiers. »

« Ce bilan, nous le défendrons et nous en sommes fiers. Il y a des choses qu'on a très bien réussies et d'autres moins. Cependant, je rappelle que ce mandat a été un peu particulier. Les crises se sont succédées. Nous n'avions jamais connu cela : crise économique, sanitaire, énergétique, inflationniste, institutionnelle... Nous n'avons jamais construit un budget qui ne soit pas issu d'une crise. Dans le même temps, depuis 2014, Avignon a vu ses dotations baissées de 71M€. Malgré cela, nous avons été sacrément protecteurs vis-à-vis des Avignonnais. Nous avons réduit la dette en passant de 9,5 années d'endettement à un peu plus de 7 aujourd'hui. Le tout en maintenant les niveaux d'investissements et sans augmenter les impôts. Dans ces circonstances, nous avons eu une gestion que j'estime exceptionnelle. »

Les maires socialistes : les bâtisseurs d'Avignon

Et le néo-candidat au poste de premier magistrat de la cité des papes de rappeler que les grands maires bâtisseurs d'Avignon ont presque toujours été des socialistes : « Je pense à Paul Rouvier à qui nous devons la création du festival d'Avignon avec Jean Vilar en 1947. Je peux aussi citer Henri Duffaut qui, durant ces 5 mandats, a construit l'Avignon d'après-guerre dans un contexte difficile avec l'accueil des rapatriés notamment. C'était un visionnaire ayant permis la construction de l'hôpital que nous connaissons toujours ainsi que de la plupart des grands équipements de la ville. Il y a aussi eu Guy Ravier, disparu en octobre 2023, qui nous a apporté l'Université d'Avignon situé à Sainte-Marthe et ainsi que la gare TGV dans la zone de Courtine. Je n'oublie pas le député-maire Louis Gros qui fera partie des 80 parlementaires qui se sont élevé à l'Assemblée Nationale contre les pleins pouvoirs demandés par Pétain. Pour cela, il a risqué sa vie. »

« Je pense à la CCI de Vaucluse avec qui nous travaillons main dans la main. »

Une ouverture vers le monde économique ?

Si David Fournier entend revendiquer l'héritage des mandats de Cécile Helle, côté réajustement il souhaite aussi rappeler son intérêt pour le monde économique.

« Nous sommes très attachés à la vitalité du monde économique, déclare celui qui ne serait pas hostile à ouvrir sa liste à la société civile pour peu que les valeurs de gauche soient partagées. D'ailleurs, si on a fait beaucoup plus d'investissements, c'est que nous avons voulu être un acteur de la vie économique locale. Nous sommes très attentifs aux activités touristiques ou culturelles dont les retombées sont incroyables pour cette ville. Mais il y a aussi de nombreux autres secteurs d'activité à développer. Nous avons 'quelques' idées novatrices pour attirer des entreprises sur Avignon. Il y a aussi des institutions économiques très importantes avec lesquelles la maire et la Ville ont tissé des liens importants. Je pense à la CCI de Vaucluse notamment avec qui nous travaillons main dans la main. Avec eux, seule la notion d'intérêt général prime. Et grâce à cela nous sommes capables de vrais succès comme la requalification de la gare centre. C'est l'exemple parfait de compétences mêlées, de coordination et de travail en commun. Sans cela, il n'y a pas de réussite. »

Laurent Garcia

Ecrit par le 18 décembre 2025

Portrait : « Il aime les gens »

Lors de la présentation de David Fournier, Maryline Croyet, co-secrétaire de la section PS d'Avignon, a dressé le portrait de celui qu'elle connaît depuis 30 ans. « C'est un pur Avignonnais. Il est né ici, y a fait ses études et y travaille. Il a les deux pieds enracinés à Avignon. »

Jeune militant du MJS (Mouvement des jeunes socialistes), il s'est engagé en politique dès 14 ans. « Quand on connaît son père et sa mère, cela ne pouvait pas être autrement. Il était né pour faire de la politique et du syndicalisme. » Si son père a le syndicalisme chevillé au corps, c'est surtout sa mère qui va marquer le paysage politique locale. En 1998, Michèle Fournier-Armand sera la première femme à devenir conseillère générale (fonction aujourd'hui renommée conseillère départementale) de Vaucluse. Sa mère deviendra ensuite députée de Vaucluse de la première circonscription de Vaucluse en 2012. Elle échouera cependant à prendre la ville d'Avignon en 2008.

Entre victoires et défaites au fil du temps, Maryline Croyet a appris à connaître celui qui partage la fonction de secrétaire avec elle : « Aujourd'hui, personne ne peut remettre en question son expérience, ses compétences, ses capacités de pouvoir gérer cette ville. David c'est quelqu'un qui est très à l'écoute, qui sait entendre. Il est très attaché à la justice sociale. Il est toujours attentif à ce que peuvent nous dire les gens, à ce qu'ils peuvent ressentir. C'est quelqu'un de très fédérateur. Il sait repérer les qualités des personnes. Je crois que c'est très important quand on veut gérer une équipe, susciter une dynamique, aller chercher le meilleur dans chacun d'entre nous. Il aime les gens. C'est fondamental quand on veut être maire et que l'on veut porter une vision et un projet ».

Municipales 2026: le Villelaurien Adrien Vogel sélectionné au Collège citoyen de **France**



Ecrit par le 18 décembre 2025



Unique représentant du Vaucluse au <u>Collège citoyen de France</u>, Adrien Vogel a été sélectionné parmi les 60 candidats de la 5e promotion de la formation en vue des municipales 2026.

Dans cette dernière ligne droite avant mars 2026, <u>Adrien Vogel</u>, consultant en communication et relations publiques, diplômé de la HEIP (École des hautes études internationales et politiques) il y a un an, se pare des outils nécessaires à sa première campagne d'élection. Cet « amoureux de la Provence et surtout (son) village Villelaure », comme il le précise sur son compte <u>Threads</u>, a d'abord eu une expérience de collaborateur parlementaire auprès de l'ancien député <u>Jean-François Lovisolo</u> de la 5e circonscription du Vaucluse, jusqu'à la dissolution de l'Assemblée Nationale en juin 2024. Puis il a commencé en mars 2025 sa formation au Collège citoyen de France, une association qui lui fournit, comme à ses 59 autres camarades, les clés pour comprendre et appréhender les enjeux politiques à échelle locale.

« Être retenu pour cette formation est une véritable opportunité. »



Adrien Vogel, élève au Collège citoyen de France

Avec le Collège citoyen de France, fondé le 7 avril 2021, les élèves sont « sélectionnés pour ce qu'ils ont fait, pour ce qu'ils sont et pour ce qu'il peuvent devenir : des élus locaux ancrés et porteurs de valeurs communes qui font la France », indique l'école associative parisienne sur son compte Linkedin. Pour la dernière formation avant la campagne des municipales, l'école gratuite prépare tous ceux qui souhaitent briguer un mandat, faire partie d'une liste ou d'une d'une équipe de campagne. « Être retenu pour cette formation est une véritable opportunité pour se préparer et structurer un projet politique, au service de l'intérêt général et répondre aux enjeux locaux avec rigueur et responsabilité », estime Adrien Vogel qui vient tout juste d'entrer au Collège citoyen de France. Par cet accompagnement institutionnel aux regards croisés, le jeune candidat aux municipales de Villelaure fait un pas de plus dans son engagement citoyen, en enrichissant sa réflexion locale par un suivi global.



La promotion 5 du Collège Citoyen de France accompagnés des cofondateurs sur les marches de l'Hôtel de Lassay à l'Assemblée nationale. ©Clémence Hérout

Amy Rouméjon Cros



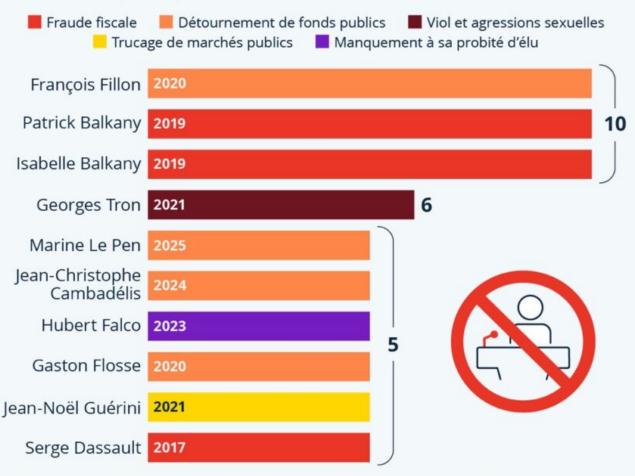


Inéligibilité : les plus longues peines récemment tombées



Inéligibilité : les plus longues peines récemment tombées

Principales peines d'inéligibilité en droit français (5 ans ou plus) prononcées entre 2017 et 2025



Date de la condamnation en première instance ; les affaires les plus récentes peuvent faire l'objet d'un renvoi en cour d'appel ou d'un pourvoi en cassation.

Source: recherches Statista













Lundi 31 mars, Marine Le Pen, ainsi que 23 coaccusés, ont été reconnus coupables de <u>détournement de fonds publics</u> dans l'affaire des assistants parlementaires des eurodéputés du Front national (devenu Rassemblement national). Le tribunal correctionnel de Paris a condamné l'ancienne présidente du <u>RN</u> à une peine de 4 ans d'emprisonnement (dont 2 ans ferme, aménageables avec un bracelet électronique), à 100 000 euros d'amende et à une peine d'inéligibilité de 5 ans, avec effet immédiat, ce qui devrait l'exclure de la prochaine élection présidentielle en 2027. La situation n'est pas encore totalement arrêtée car Marine Le Pen a décidé de faire appel de la décision, mais elle a peu de chance d'être réexaminée d'ici 2027.

Si Marine Le Pen s'est indignée d'une « décision politique » émanant d'un « système » visant à l'« empêcher d'être présidente de la République », elle est loin d'être la seule personnalité politique rattrapée par la justice et sanctionnée d'une peine d'inéligibilité de 5 ans (ou plus) ces dernières années. Comme le montre la liste présentée dans notre infographie, en 2019 et 2020, les époux Balkany et l'ancien Premier ministre François Fillon avaient chacun écopé de 10 ans d'inéligibilité, respectivement pour des affaires de fraude fiscale et de détournement de fonds publics. En 2021, l'ancien secrétaire d'État Georges Tron avait été condamné en appel à 6 ans d'inéligibilité pour viols et agressions sexuelles, et l'ex-sénateur Jean-Noël Guérini à 5 ans pour trucage de marchés publics. Plus récemment, en 2023 et 2024, l'ex-maire de Toulon Hubert Falco et l'ancien chef du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis, ont eux aussi écopé d'une peine de 5 ans d'inéligibilité, pour des faits de manquements à la probité d'élu et de détournement de fonds publics.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Réunion publique de Laurent Wauquiez en Vaucluse



Ecrit par le 18 décembre 2025





Laurent Wauquiez, candidat à la présidence des Républicains, tiendra une réunion publique le lundi 3 mars à 12h15 au domaine la Roque à Althen-des-Paluds. Pour l'occasion, il sera accueilli Jean-François Périlhou, président des Républicains du Vaucluse, ainsi que par les militants du département.

L'ancien président du Conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes qui a dû quitter ses fonctions fin 2024 en raison du non-cumul des mandats ne sera pas en terrain inconnu puisqu'il connaît bien le département. En novembre dernier, le patron du groupe LR à l'Assemblée nationale était notamment venu rencontrer les viticulteurs vaucluciens pour évoquer les difficultés de leur filière. En 2022, ce grand amateur de vélo avait également gravi le Mont Ventoux après s'être entraîné sur les routes des Baux-de-Provence. Une ascension du géant de Provence qu'il avait déjà réalisé auparavant en 2018 avec son fils.

L.G.

Lundi 3 mars. 12h15. Domaine La Roque. 450, route de la Roque. Althen-des-Paluds



Ecrit par le 18 décembre 2025

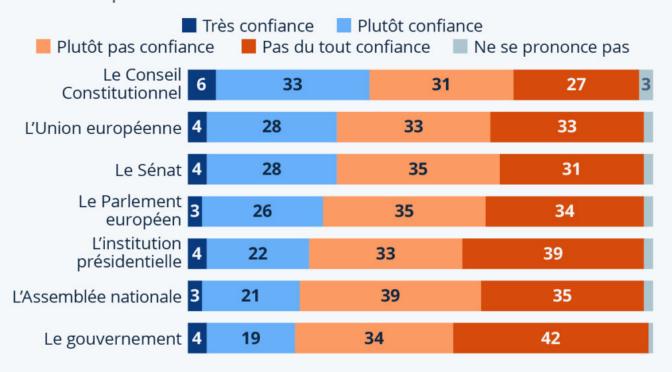


Moins d'un quart des Français font confiance à leur gouvernement



Moins d'un quart des Français font confiance au gouvernement

Pourcentage de répondants disant avoir confiance/ n'avoir pas confiance dans les institutions suivantes



Base : 3 561 adultes (18 ans et plus) inscrits sur les listes électorales interrogés en janvier 2025. Source : Sciences Po (CEVIPOF)









Selon le <u>baromètre annuel de la confiance politique</u> du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), publié le 11 février, les Français se sentent aujourd'hui particulièrement pessimistes. Le climat général dans le pays est largement dominé par des sentiments négatifs : 45 % des personnes interrogées en janvier dans le cadre de l'enquête évoquaient la méfiance (+7 points de pourcentage par rapport à 2024), 40 % la lassitude (+4 points de pourcentage), et 30 % la morosité (+4 points de



pourcentage) pour caractériser leur état d'esprit. À l'inverse, seulement 15 % disaient ressentir du bienêtre, 14 % de la sérénité et 13 % de la confiance.

La France se distingue également de ses voisins allemands, italiens et néerlandais par son niveau de confiance extrêmement faible envers la politique et les institutions gouvernementales. Seuls 26 % des Français déclaraient ainsi avoir confiance dans la politique, contre 47 % en Allemagne et 39 % en Italie. D'après Bruno Cautrès, chercheur au CEVIPOF, ce malaise s'explique en partie par les crises politiques successives traversées par le pays en 2024 : « Le Rassemblement national gagne les européennes en sièges et les législatives anticipées en nombre de voix mais ne gouverne pas. Le Nouveau Front populaire gagne en sièges le second tour des législatives mais ne gouverne pas. Le troisième vainqueur, le front républicain, ne gouverne pas non plus. Des ministres qui siègent dans le gouvernement ont été battus à des élections. Le premier ministre n'a pas de mandat populaire. Les doutes exprimés sur notre fonctionnement démocratique sont très forts », souligne t-il. Seulement 28 % des personnes interrogées en France en janvier disaient ainsi estimer que la démocratie fonctionne bien, tandis que 78 % répondants disaient penser que la situation politique ayant résulté de la dissolution de l'Assemblée nationale peut être considérée comme « assez ou très grave ».

DE Valentine Fourreau pour Statista

Notre-Dame de Paris n'est pas l'Elysée



Ecrit par le 18 décembre 2025



Faire de la réouverture de Notre-Dame de Paris un événement politique et diplomatique est très contestable. En fin politique, le pape François, qui a flairé « la récup » a préféré décliner l'invitation à venir assister à l'inauguration, le 8 décembre dernier. Il ne pouvait servir de caution à celui qui se rêve au plus haut des cieux...

La cathédrale Notre-Dame de Paris est un symbole, c'est l'édifice religieux français sans doute le plus connu et son incendie le 15 avril 2019 a braqué sur lui les projecteurs du monde entier. Son actuelle restauration (toujours en cours pour la partie extérieure) est une vraie réussite. Jamais cette cathédrale n'a été aussi belle. Il faut bien reconnaître que sans cet incendie elle n'aurait jamais eu l'éclat qu'elle a aujourd'hui. Un comble.

« Nous l'avons fait pour la cathédrale nous pouvons le faire pour la France »

Emmanuel Macron

La tentation de faire alors l'analogie avec le nécessaire redressement de la France était tentant. De l'incendie au renouveau il n'y avait qu'un pas, tel le phénix... « Nous l'avons fait pour la cathédrale nous



Ecrit par le 18 décembre 2025

pouvons le faire pour la France » disait le Président de la République dans son allocution télévisée après le reversement du gouvernement Barnier. On fait dans l'allégorie pure jus. Ce « redressement » pourrait être, dans le meilleur des cas, le symbole, du renouveau de l'église catholique en France, mais guerre plus. C'est d'ailleurs ce qu'a dit le Pape François dans son message lu par Monseigneur Ulrich lors de la messe de réouverture, le 8 décembre. Rappelons à toutes fins utiles que depuis la loi du 9 décembre 1905, l'Église et l'État ont été clairement séparés. Mais au fond dans cette histoire n'est-ce pas le renouveau de la fonction présidentielle et de celui qui l'incarne qui étaient recherchés ? Une fonction bien mise à mal après l'incendie de la dissolution. Ne soyons pas d'innocents agneaux fussent-ils de Dieu.

Cependant, reconnaissons que l'on doit à Notre-Dame de Paris la rencontre entre Donald Trump et Volodymyr Zelenski. Elle permettra peut-être aux États-Unis de poursuivre leur soutien à l'Ukraine dans l'après Biden. Un miracle, on ne sait jamais...